



Groupe de l'Alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement Européen

Délégation socialiste française

Communiqué de la délégation socialiste française au Parlement européen

Bruxelles – mardi 5 avril 2016 - <http://www.deputes-socialistes.eu/front-national-et-panama-papers-quand-le-nationalisme-dextreme-droite-profite-de-la-mondialisation/>

Front national et Panama Papers : quand le nationalisme d'extrême droite profite de la mondialisation

Les divulgations des Panama Papers jettent une lumière crue sur l'imposture qu'est le parti politique « Front national » : le slogan « tête haute, mains propres » cache manifestement les pires agissements en matière fiscale et financière. Les masques tombent, le Front national n'aime ni la France, ni l'Etat de droit, ni l'ordre, ni la justice. C'est le parti du mensonge, de la dissimulation, de l'enrichissement de quelques-uns et de pratiques relevant du banditisme. On ne peut pas se prétendre citoyen ou républicain, ni voter un budget, quand on contourne l'impôt, outil du vivre ensemble et de l'intérêt général.

Dans ce scandale, le clan Le Pen – **dont M. Crochet, que l'on retrouve cité dans toutes les affaires du FN et de ses satellites, et qui n'en demeure pas moins le tiers payant de tous les assistants parlementaires frontistes au Parlement européen** – côtoie des personnalités infréquentables : le clan Assad, le clan Poutine, des barons de la drogue, des maffias et des terroristes. Rappelons également que M. Gérin, ayant droit officiel de la société offshore Balerton Marketing Limited, était l'assistant accrédité de Mme Arnautu jusqu'à l'affaire des lingots d'or placés en Suisse.

Face à de telles pratiques, les eurodéputés socialistes et radicaux appellent la justice française à faire toute la lumière. L'Europe doit encore renforcer son arsenal juridique. Nos propositions, présentées dans une tribune publiée à la suite du LuxLeaks, sont plus d'actualité que jamais, et nous invitons la Commission européenne ainsi que les Etats membres à s'en saisir sans délai, avec en premier lieu le reporting comptable public pays par pays et la clarification du rôle des banques alors que la contribution de certaines d'entre elles aux travaux de la commission TAX interrogent sur leur complaisance. (<http://www.deputes-socialistes.eu/sans-europe-fiscale-le-projet-europeen-est-condamne>).